



Uniquement destiné aux médias

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Conférence de Varsovie sur les changements climatiques : les gouvernements continuent de se préparer en vue de l'accord de 2015 sur le climat

(Varsovie, 23 novembre 2013) La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a pris fin à Varsovie ce samedi, a permis aux gouvernements de garder le cap sur l'accord universel de 2015 sur climat et de prendre des décisions déterminantes en ce qui a trait à la réduction des émissions liées au déboisement et à la diminution des pertes et dommages.

« Varsovie a tracé la voie pour que les gouvernements puissent travailler sur un projet de texte d'accord universel sur le climat qui sera présenté lors de la prochaine conférence organisée au Pérou. Il s'agit d'une étape essentielle du processus visant à parvenir à un accord définitif à Paris en 2015 », a déclaré Marcin Korolec, président de la COP19.

Dans le contexte de l'échéance de 2015, les pays ont décidé d'amorcer ou d'intensifier leurs préparatifs en vue de contribuer à cet accord, qui entrera en vigueur à partir de 2020. Les Parties prêtes à le faire soumettront des plans clairs et transparents bien avant la tenue de la COP21 à Paris, soit au cours du premier trimestre de 2015.

Les pays ont aussi décidé de remédier aux disparités en matière d'ambitions d'ici à 2020 par l'intensification des efforts sur le plan technique et de plus fréquents engagements de la part des ministres.

Il a également été décidé de créer un mécanisme international chargé d'offrir une meilleure protection aux populations les plus vulnérables contre les pertes et dommages causés par les phénomènes météorologiques extrêmes et les phénomènes à évolution lente comme l'élévation du niveau de la mer. Les travaux détaillés concernant ce « mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages » s'amorceront l'année prochaine.

« Nous avons fait des progrès essentiels. Mais rappelons encore une fois que les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents, et que ce sont les populations démunies et vulnérables qui en subissent les conséquences », a ajouté Christiana Figueres, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).



« Les gouvernements, en particulier ceux des nations industrialisées, doivent se remettre au travail de manière à présenter leurs plans nationaux avant la conférence de Paris », a-t-elle indiqué.

Par ailleurs, les gouvernements ont donné des précisions sur le processus de mobilisation de fonds destiné à aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter aux changements climatiques. Les pays développés seront ainsi priés de préparer des soumissions biennales sur leurs stratégies et approches visant à accroître le financement de 2014 à 2020.

La réunion de Varsovie a en outre donné lieu à une série d'annonces concrètes concernant le financement public des actions en faveur du climat dans les pays en développement, notamment par la Norvège, le Royaume-Uni, l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique, la République de Corée, le Japon, la Suède, l'Allemagne et la Finlande.

Parallèlement, le Conseil du Fonds vert pour le climat amorcera dès que possible son processus de mobilisation de ressources, et les pays industrialisés ont été priés de soumettre leurs contributions substantielles à temps pour la COP20, en décembre de l'année prochaine, en vue d'assurer le fonctionnement du Fonds.

Réduction des émissions liées au déboisement

Les accords d'aujourd'hui comprennent une série de décisions déterminantes sur les façons d'aider les pays en développement à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre issues du déboisement et de la dégradation des forêts, qui comptent pour environ le cinquième des émissions anthropiques totales. Le Cadre de Varsovie pour la REDD+ est appuyé par des engagements financiers de l'ordre de 280 millions de dollars de la part des États-Unis d'Amérique, de la Norvège et du Royaume-Uni.

Le président Korolec a affirmé : « Je suis fier de ce résultat concret. Nous sommes tous conscients du rôle essentiel que jouent les forêts à titre de puits de carbone, de stabilisateurs du climat et de refuges pour la diversité biologique. Grâce à nos négociations, nous avons pu contribuer sensiblement à la préservation des forêts et à leur utilisation durable au profit des populations qui l'habitent ou qui vivent à proximité, ainsi que pour le bien de l'humanité tout entière et de la planète dans son ensemble. Et je suis fier que cet instrument ait été appelé Cadre de Varsovie pour la REDD+ ».

Nouveaux progrès dans l'aide apportée aux pays en développement

La conférence de Varsovie a franchi une autre étape décisive lorsque 48 des pays les plus pauvres de la planète ont présenté une série exhaustive de plans visant à faire face aux répercussions inévitables des changements climatiques. Grâce à eux, les pays pourront mieux évaluer les impacts immédiats du phénomène et l'aide dont ils ont besoin pour accroître leur résilience. Les pays industrialisés, dont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, la Norvège, la Suède et la Suisse, ont aussi



versé ou promis plus de 100 millions de dollars au Fonds pour l'adaptation, qui a maintenant commencé à financer des projets nationaux.

Les gouvernements ont parachevé leurs travaux relativement au Centre et Réseau de technologie climatique (CTCN), de sorte que ce mécanisme puisse immédiatement répondre aux besoins des pays en développement en matière d'avis et d'assistance concernant les transferts de technologie. Le CTCN est prêt à commencer ses activités et encourage les nations en développement à créer des centres de coordination chargés d'accélérer le processus de transfert.

Actions en faveur du climat à tous les niveaux

La COP19 a permis aux entreprises, aux villes, aux régions et à la société civile de présenter des actions menées en faveur du climat.

Le secrétariat de la CCNUCC a aussi remis ses récompenses annuelles pour les activités phare de l'initiative « Un élan en faveur du changement », c'est-à-dire des projets ayant donné des résultats positifs, bénéficié de modes de financement novateurs, sous l'impulsion de femmes et de citoyens pauvres. Un élan pour le changement a en outre lancé une nouvelle initiative axée sur les contributions du secteur de l'information et de la technologie en vue de réduire les émissions et d'accroître la capacité d'adaptation.

« De multiples projets surgissent à tous les échelons de la société. Tous les grands acteurs sont venus à la COP19 non seulement pour montrer ce qu'ils avaient fait, mais également pour réfléchir à ce qu'ils pourraient faire de plus. Ils auront également l'occasion l'année prochaine de traduire leurs idées en mesures concrètes », a ajouté Madame Figueres.

Sommet de New York 2014 - Prochaine réunion de la CCNUCC

À Varsovie, le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a profité de l'occasion pour inviter à nouveau tous les gouvernements, ainsi que les grands leaders financiers, les entreprises, les autorités locales et les membres de la société civile à assister au Sommet de New York sur le climat le 23 septembre prochain. Il s'agira d'une réunion axée sur les solutions préparée en complément des négociations menées dans le cadre de la CCNUCC. « Je prie tous ceux qui viendront d'apporter dans leurs bagages annonces et actions nouvelles et audacieuses. D'ici le début de 2015, toutes les promesses devront se traduire en suffisamment de mesures concrètes pour nous permettre de limiter la hausse des températures mondiales à deux degrés, objectif internationalement reconnu », a-t-il déclaré.

La prochaine réunion de la CCNUCC sera celle du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban, qui aura lieu du 10 au 14 mars 2014 à Bonn.



La CCNUCC

Avec 195 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 192 États membres. Dans le cadre de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto, 37 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. A Doha en 2012, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto a adopté un amendement au Protocole établissant la deuxième période d'engagement. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.

Voir également : <http://unfccc.int>

CCNUCC sur Twitter : @UN_ClimateTalks

Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, sur Twitter : @CFigueres

CCNUCC sur Facebook : <[facebook.com/UNClimateTalks](https://www.facebook.com/UNClimateTalks)>